

Que savez-vous de l'inflation?

Haïti: l'inflation a dépassé la barre des 30,5% en juillet...

L'inflation attise l'insécurité alimentaire en Haïti

2020 -2030 Une décennie d'action

DevHaïti[©]

Le Magazine du développement

Un fléau nommé "Inflation"





À la mémoire d’Hansy Mars, disparu le 09 octobre 2022

Journaliste, Membre fondateur et rédacteur de DevHaiti.

Membre fondateur et Coordonnateur général de l’Association Haitienne de Journalistes Économiques pour le Développement Durable (AHJEDD).

Journaliste présentateur à la Télévision nationale d’Haïti (TNH).

Un collègue dévoué auquel il faisait bon de vivre et de travailler.

AHJEDD et DevHaïti se souviendront toujours de toi.

Repose en paix, cher collègue et ami !

Une production:



Ont contribué à ce numéro:

Kattia JEAN FRANÇOIS, Milo MILFORT, Melissa PHILIDOR, Lovensky SALOMON, Johnny JOSEPH, Kesner PHAREL, Patrick SAINT-PRÉ, Dieudonné JOACHIM, Jean Junior DAJEANSON, Claudine ANDRÉ, Bélonv BIEEN-AIMÉ.

Quand sortira-t-on enfin de cette spirale d'inflation record?

Avec ce nouveau numéro, DevHaiti, votre magazine de développement durable, devient désormais cinquantenaire. Un heureux accomplissement qui ne saurait être passé sous silence. On ne saurait également ne pas prendre une minute pour saluer le dévouement et le professionnalisme de notre équipe de rédaction qui, bon gré mal gré, continue de tenir ferme la barre. Les conditions actuelles de turpitudes et d'incertitude ne prêtent pas à une quelconque célébration. Par contre, elles nous offrent l'opportunité de faire un saut en arrière pour mesurer le chemin parcouru entre les débuts timides de cette jeune publication, qui rappelons-le était d'abord une hebdomadaire, jusqu'à sa version bimensuelle actuelle.

Malheureusement, comme c'est souvent le cas chez nous, ce 50e numéro de DevHaiti ne traite pas d'un sujet réjouissant. Au contraire, ce numéro traite d'un sujet préoccupant, à la rigueur angoissant, à savoir l'inflation qui ne cesse de rogner le pouvoir d'achat des ménages haïtiens, notamment les plus pauvres d'entre eux pour qui ce concept n'est qu'un mirage.

Comment parler de perte de pouvoir d'achat pour une population dont la grande majorité dispose de moins de deux dollars américains par jour pour survivre ? Que signifie pour la moitié de la population en proie aux affres de l'insécurité alimentaire la notion de perte de pouvoir d'achat ? Quelque chose à laquelle elle n'a jamais eu droit.

Actuellement, l'inflation a gagné l'économie dans son ensemble. En juillet, elle a atteint 30,5% sur un an, contre 29% le mois précédent, selon la dernière publication de la rubrique mensuelle de l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI).

Nous sommes toujours en attente d'une réaction des autorités haïtiennes face à cette évolution à un rythme effréné de l'inflation depuis quelques mois. Ailleurs qu'en Haïti, le phénomène de l'inflation, pour avoir atteint des sommets aussi inquiétants, aurait coûté leurs postes à plus d'un. Chez nous, les responsables font le dos rond et se murent dans un silence assourdissant en espérant que la situation se règle d'elle-même.

De notre côté, nous avons entrepris de décortiquer de manière pédagogique l'inflation pour une meilleure compréhension du phénomène. Les causes à l'origine du phénomène, les conséquences qui en résultent ainsi que les réponses en train d'être apportées un peu partout à travers le monde pour la combattre sont passées au peigne fin au travers de ce numéro spécial. S'agissant d'un phénomène mondial, nous avons élargi le champ de notre radar pour nous enquérir de la situation globalement de l'inflation au sein des économies parmi les plus importantes. Le constat est alarmant. Les banques centrales de ces pays se retrouvent dans une situation difficile. D'autant plus que la tendance haussière se confirme. L'inflation peine à reculer.

Une très mauvaise nouvelle pour Haïti, de par sa grande dépendance aux importations, qui va continuer à subir les contrecoups de l'inflation importée. En effet, outre la crise du carburant, l'inflation importée a fortement impacté les prix sur le marché local. Et, le moins qu'on puisse dire, nous ne sommes pas au bout du rouleau au regard de la conjoncture mondiale. De toute évidence, sortir Haïti de cette spirale inflationniste ne semble pas être la préoccupation de l'heure, et c'est bien dommage ...

Que savez-vous de l'inflation ?

Cette année, le terme «inflation» est très répandu à travers le monde, devenant ainsi une préoccupation primordiale dans l'esprit des consommateurs et des entreprises. Elle est normalement préoccupante car, comme on le sait, l'inflation rend l'argent économisé aujourd'hui moins précieux demain et érode le pouvoir d'achat des consommateurs. Dans cet article, nous examinerons les causes de l'inflation, à qui profite l'inflation et ce qui est à retenir de ce concept.

Selon la revue de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), le PIB mondial affiche une baisse inédite de 3.6 % en 2020, dû aux différentes mesures restrictives prises lors du confinement instauré en 2020. Ces mesures ont conduit à une récession sans précédent dans l'histoire moderne. La récession mondiale a donc provoqué de grands désajustements entre la demande et l'offre des matières premières, notamment. La consommation mondiale de pétrole a ainsi diminué de 22 % entre décembre 2019 et avril 2020 qui, au préalable, a subi la récession chinoise, puis à partir de la mi-mars, celle de la pandémie et la généralisation des restrictions.

Pour parler de l'inflation, l'Institut national de la statistique et des études économiques indique que c'est la perte du pouvoir d'achat de la monnaie qui se traduit par une augmentation générale et durable des prix et doit être distinguée de l'augmentation du coût de la vie. La perte de valeur de la monnaie est un phénomène qui frappe l'économie nationale dans son ensemble (ménages, entreprises, etc.).

Qu'est-ce qui motive l'inflation?

Les économistes définissent divers facteurs qui peuvent influencer l'inflation. En règle générale, l'inflation résulte d'une augmentation des coûts de production ou d'une augmentation de la demande de produits et de services. Par ailleurs, on peut citer les catastrophes naturelles, les politiques moné-



Photo crédit: Freepik

taires, telles que l'augmentation ou la baisse des taux d'intérêt qui ont un effet sur l'inflation, tout comme elles sont susceptibles d'augmenter ou de dévaluer les devises.

Voyons, en tout premier lieu, l'inflation par poussée des coûts qui se produit par une augmentation des coûts de production, y compris les salaires. Dans ce cas, la demande de biens est inchangée tandis que l'offre de biens diminue à cause de la montée des coûts de production. L'un des signes d'une éventuelle inflation par les coûts peut être observé dans la hausse des prix des matières premières telles que le pétrole et les métaux, car ce sont des intrants de production majeurs. Les coûts de production supplémentaires entraînent donc une répercussion sur les consommateurs sous la forme de prix plus élevés pour les produits finis.

Si l'économie fonctionne bien et que le taux de chômage est faible, il peut en résulter des pénuries de main-d'œuvre. Les entreprises seront dans l'obligation d'augmenter les salaires pour attirer des candidats qualifiés, ce qui entraîne une hausse des coûts de production pour l'entreprise. Si une entreprise augmente les prix en raison de l'augmentation des salaires des employés, une inflation des coûts majorés se produit à ce moment.

L'inflation tirée par la demande est celle causée par une forte demande des consommateurs pour un produit ou un service. Lorsque pour un large éventail de biens dans une économie, il y a une forte demande, leurs prix ont tendance à augmenter. À mesure que la demande d'un bien ou d'un service particulier augmente, l'offre diminue. Par conséquent, les consommateurs payent plus d'argent pour obtenir un article moins disponible. C'est le principe économique de l'offre et de la demande.

Les entreprises de leur côté, peuvent jouer un rôle dans l'inflation, si leurs fabrications sont des produits populaires. L'entreprise peut donc augmenter ses prix simplement parce que les consommateurs sont prêts à payer le montant accru, surtout si l'article à vendre est quelque chose dont les consommateurs ont besoin pour assurer leur survie, comme les produits alimentaires. Dans ce cas, c'est la demande des consommateurs qui fournit aux entreprises le levier pour augmenter les prix.

Comment l'inflation est-elle mesurée ?

Plusieurs indices sont utilisés pour mesurer le taux de l'inflation. Mais il y en a deux qui reflètent les biens de consommation, à savoir les deux principaux indices de prix créés par le Bureau of Labor Statistics des États-Unis.

L'un des plus populaires est l'indice des prix à la consommation (IPC), qui mesure les variations des prix des aliments ainsi que les services dans l'économie comme le logement, les voitures, les vêtements, l'éducation et les loisirs.

Une autre mesure de l'inflation est l'indice des prix à la production (PPI), qui suit l'évolution des prix des produits avant qu'ils n'atteignent les consommateurs. Le PPI mesure les prix du carburant, des produits agricoles, des produits chimiques et des métaux, entre autres.

A qui profite l'inflation?

En général, les investisseurs et les entreprises sont les deux couches à profiter au mieux de l'inflation, alors que les consommateurs en profitent peu. Les investisseurs ayant des actifs sur le marché frappé

par l'inflation peuvent en profiter largement. Par exemple, ceux qui investissent dans des sociétés énergétiques pourraient voir une hausse du cours de leurs actions si les prix de l'énergie augmentent.

Certaines entreprises bénéficient de l'inflation en facturant plus cher leurs produits à la suite d'une augmentation de la demande de ces produits. Si par exemple la demande de matériaux de construction de maisons est élevée, les entreprises de vente de ces matériaux peuvent facturer à la hausse les prix de vente. En d'autres termes, l'inflation peut fournir aux entreprises un pouvoir de fixation des prix et augmenter leurs marges bénéficiaires.

Quelques termes liés à l'inflation

La déflation, l'opposé de l'inflation, se produit lorsque les prix des biens et des services baissent, généralement en raison de variations de la masse monétaire. Du côté positif, le pouvoir d'achat des consommateurs augmente, c'est-à-dire qu'ils «en ont plus pour leur dollar», bien qu'il faille également noter que la déflation signale généralement un ralentissement de l'économie.

La désinflation, à ne pas confondre avec la déflation, signifie simplement que l'inflation augmente à un rythme plus lent que prévu. Par exemple, si l'IPC mensuel a été mesuré à un taux annuel de 4.2 % en juin et de 3 % en juillet, les prix se sont dégonflés de 1.2 %, mais continuent d'augmenter à un taux annuel de 3 %.

L'hyperinflation est une inflation qui dépasse les records et continue de s'accélérer. Nous parlons de taux de 1 000 % et plus. L'hyperinflation a des effets paralysants sur une économie et peut faire chuter une monnaie. En Hongrie, après la Seconde Guerre mondiale, le taux d'hyperinflation était si élevé que le gouvernement a dû imprimer un billet de 100 quintillions de dollars, ce qui en fait la coupure la plus élevée jamais émise.

La stagflation est une combinaison toxique d'inflation élevée, de chômage élevé et de croissance économique faible ou nulle.

Source: Investopedia

Haiti: l'inflation a dépassé la barre des 30,5% en juillet...

Tableau 1
INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION POUR L'ENSEMBLE DU PAYS
PAR DIVISION DE CONSOMMATION
MAI A JUILLET 2022

Division de Consommation	Juil. 21	Mai 22	Juin 22	Juil. 22	Variation	
					sur un mois %	sur un an %
INDICE GENERAL	174,3	215,6	220,4	227,5	3,2	30,5
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	191,7	238,5	244,8	254,4	3,9	32,7
Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	136,2	155,9	158,6	162,6	2,5	19,4
Articles d'habillement et chaussures	185,3	232,6	239,1	247,5	3,5	33,6
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	158,4	200,5	202,9	206,4	1,7	30,3
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	173,5	211,8	217,4	224,9	3,4	29,6
Santé	238,9	285,3	292,9	301,9	3,1	26,4
Transports	124,6	162,7	164,3	167,4	1,9	34,3
Communications	113,1	119,7	121,4	123,7	1,9	9,4
Loisirs	183,6	209,3	213,0	217,7	2,2	18,6
Enseignement	130,0	140,3	140,3	140,3	-	7,9
Restaurants	195,1	240,5	245,9	254,5	3,5	30,4
Biens et services divers	164,1	200,3	205,0	211,4	3,1	28,8

Source: Institut Haitien de Statistique et d'Informatique (IHSI)

L'inflation importée et la crise du carburant, comme facteur interne, entre autres, continuent d'impacter les prix sur le marché local au cours du mois de juillet 2022. En effet, l'Indice général des prix à la consommation (IPC, 100 en 2017-2018) a accusé une forte variation mensuelle de 3,2 % et une hausse annualisée de 30,5 %, contre respectivement 2,2 % et 29 % le mois précédent, a fait savoir l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI) dans la dernière publication de sa rubrique mensuelle, intitulée Le Coin de l'IPC.

Évoluant à un rythme effréné depuis quelques mois, le phénomène de l'inflation atteint de plus en plus des sommets inquiétants, avec son quatrième pic consécutif depuis avril 2022 où elle atteignait 26,7% avant d'atteindre un autre pic de 27,8% en mai ; suivi de 29% en juin et de 30,5% en juillet, et ceci, avec des constats encore plus graves dans certaines régions du pays allant au-delà de 31%.

L'augmentation mensuelle de l'IPC résulte surtout du comportement des fonctions de consommation: «Produits alimentaires et boissons non alcoolisées» (3,9 % sur un mois et 32,7 % sur un an), «Articles d'habillement et chaussures» (3,5 % sur un mois et 33,6 % sur un an), "Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer" (3,4 % sur un mois et 29,6 % sur un an) et "Restaurants" (3,5 % sur un mois et 30,4 % sur un an).

Les produits qui ont le plus influencé la hausse annuelle de l'inflation sont:

- **Alimentation:** riz en moyenne (46,9 %), petit mil (26,1 %), poulet (44,8 %), lait en poudre (47,4 %), poisson frais (59,3 %), huile comestible (91,2 %), pois sec (31,4 %), sucre en moyenne (48,1 %) et Malta (25,9 %).
- **Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer:** matelas (43,8 %), groupe électrogène (46.4 %) et réfrigérateur (40,7 %).
- **Restaurants:** repas pris à l'extérieur, c'est-à-dire hors du logement (30,4 %).

- **Restaurants:** repas pris à l'extérieur, c'est-à-dire hors du logement (30,4 %).

Il faut souligner qu'une flambée des prix a été observée au niveau des produits importés, soit 43,2 % en glissement annuel. Les produits locaux ne sont pas non plus en reste avec une hausse de 23,2 % de leur indice.

Enfin, toutes les régions ont contribué à l'accroissement de l'inflation du mois de juillet 2022 pour

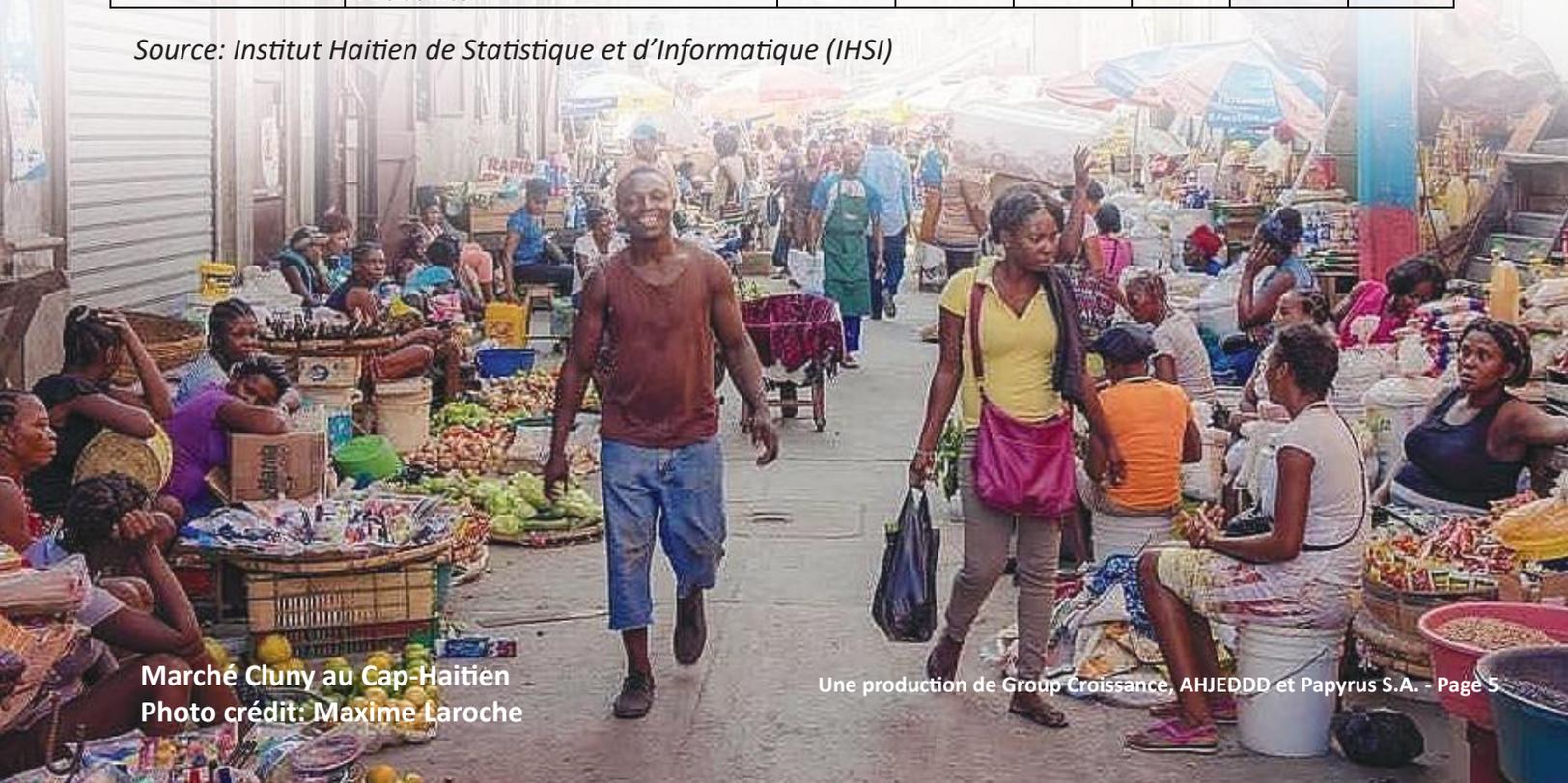
l'ensemble du pays. Il faut noter toutefois que les variations régionales les plus significatives par rapport au mois de juillet 2022 sont observées au niveau des régions Sud, Reste Ouest et l'Aire métropolitaine qui ont crû respectivement de 33,1 %, 30,7 % et 31 %.

Source: Le Nouvelliste

INDICE DES PRIX A LA CONSOMATION PAR REGION GEOGRAPHIQUE MAI A JUILLET 2022

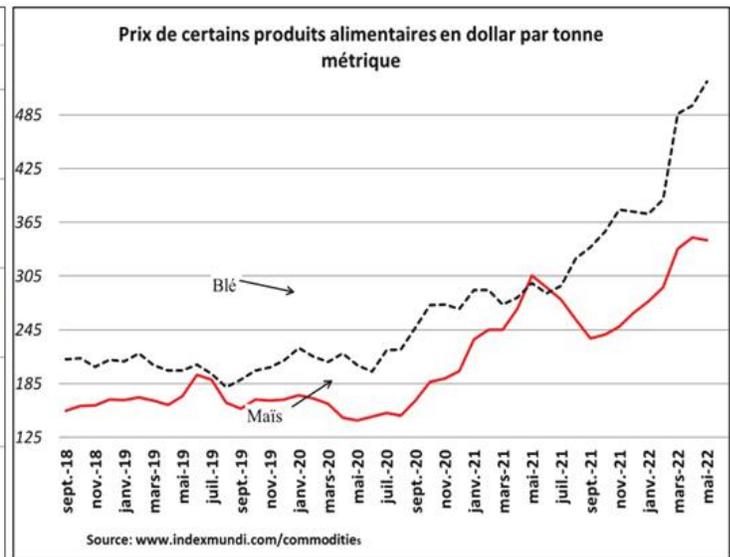
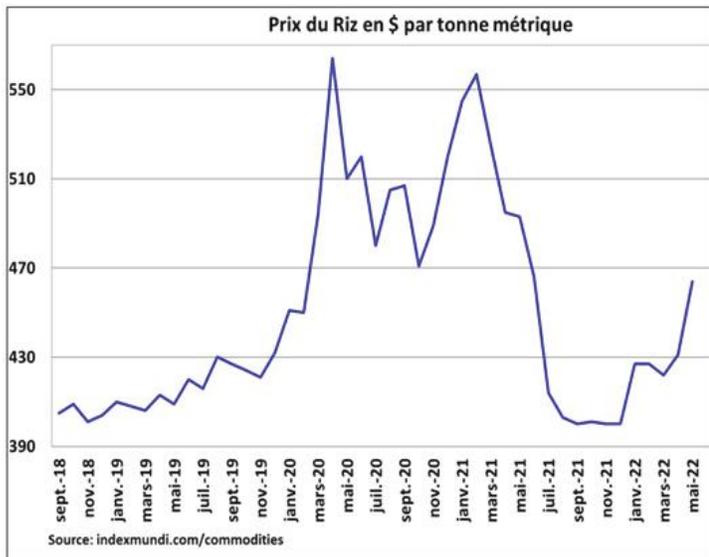
Région	Composition	Juil. 21	Mai. 22	Juin 22	Juil. 22	Variation	
						sur un mois %	sur un an %
Aire Métropolitaine (AM)	Port-au-Prince, Delmas, Pétion-Ville, Carrefour et Croix des Bouquets	174,1	215,4	220,6	228,1	3,4	31,0
Reste Ouest	Départements du Sud-Est et de l'Ouest sans l'Aire Métropolitaine de P-au-P	174,1	216,7	220,9	227,6	3,0	30,7
Nord	Départements du Nord, du Nord-Est et du Nord- Ouest	173,0	212,2	216,6	223,5	3,2	29,2
Sud	Départements du Sud, de la Grande-Anse et des Nippes	175,4	220,1	225,6	233,4	3,5	33,1
Transversale	Départements du Centre et de l'Artibonite	174,9	214,4	218,7	225,3	3,0	28,8

Source: Institut Haitien de Statistique et d'Informatique (IHSI)



Marché Cluny au Cap-Haitien
Photo crédit: Maxime Laroche

L'inflation attise l'insécurité alimentaire en Haïti



La faiblesse de la production alimentaire nationale, jumelée au renchérissement des prix des produits importés, a amplifié les pressions inflationnistes en Haïti au cours du troisième trimestre de l'exercice fiscal 2021-2022. C'est en substance ce qu'a observé la Banque de la République d'Haïti (BRH) durant cette période. En effet, de 25,9 % en mars 2022, l'inflation annuelle s'est établie à 27,8 % en mai 2022. Après 1,6 % en mars, le taux d'inflation, considéré en rythme mensuel, a atteint 1,9 % en mai 2022. La chute de l'activité économique réduisant les opportunités d'emplois et combinée à la hausse généralisée des prix a ainsi renforcé le niveau d'insécurité alimentaire en Haïti.

En effet, contrairement aux mois de mars et d'avril durant lesquels les cultures et plantations de printemps ont bénéficié des conditions pluviométriques favorables, le mois de mai a été caractérisé par une pluviométrie inférieure à la moyenne. Il en est résulté une performance mitigée de la campagne de printemps pour l'année 2022.

De manière globale, les conditions macroéconomiques sur le plan interne ont été impactées par différents chocs liés à la détérioration du climat

sécuritaire du pays et aux aléas entourant le secteur agricole. Le dysfonctionnement des marchés a été renforcé au cours du troisième trimestre 2021-2022 par les difficultés d'accès aux produits pétroliers dans un environnement d'incertitudes accrues. En ce qui a trait à la production agricole, elle a pâti des précipitations erratiques durant le troisième trimestre de l'exercice fiscal (jusqu'au 30 juin 2022).

Jusqu'au troisième trimestre de l'exercice fiscal 2021-2022, la politique monétaire de la Banque des banques a été mise en œuvre dans un environnement international marqué par la montée des tensions inflationnistes et les incertitudes autour des perspectives de l'économie mondiale. La persistance des ruptures au niveau des chaînes d'approvisionnement et la poursuite de la guerre en Ukraine ont continué d'affecter l'offre des matières premières de base et des cours des produits énergétiques, d'où un renchérissement prononcé de ces derniers.

Inflation à tentacules mondiales

Les facteurs précités se sont traduits, dans de nombreux pays, par une envolée de l'inflation, laquelle a

atteint des niveaux record. Dans ce contexte inflationniste et dans le but de modérer la demande, les principales banques centrales se sont engagées à poursuivre des mesures de resserrement monétaire, à partir des relèvements des taux directeurs (la Réserve fédérale aux États-Unis) ou l'arrêt des programmes d'achat d'actifs (Banque centrale européenne - BCE).

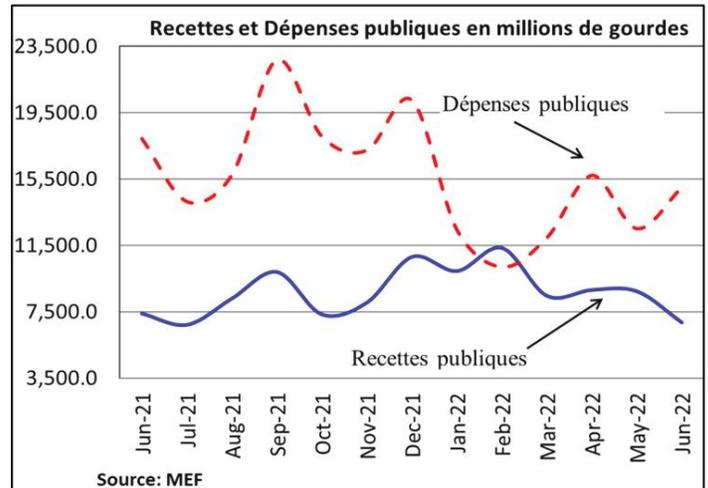
Telles que vues par la Banque centrale dans sa note de politique monétaire, les perspectives économiques pour la fin de l'exercice fiscal 2021-2022 ne sont pas des plus réjouissantes. En réalité, elles demeurent mitigées et sont assujetties à un ensemble de facteurs tant au niveau interne qu'externe. Le prolongement de la guerre en Ukraine devrait conduire à l'intensification du renchérissement des produits pétroliers et alimentaires de base ainsi qu'à la persistance des ruptures des chaînes d'approvisionnement au niveau mondial.

L'inflation élevée et les risques de récession ou de ralentissement économique qui pèsent notamment sur les États-Unis, le Canada et la zone Euro, pourraient affecter le revenu disponible des migrants haïtiens et conséquemment les transferts privés sans contrepartie, principale composante de l'offre de devises sur le marché des changes. La hausse des prix chez nos principaux partenaires commerciaux pourrait également continuer à alimenter les pressions inflationnistes notamment à travers l'augmentation des prix des produits importés considérés dans le panier de consommation.

Et les recettes de l'Etat...

«La faiblesse de l'activité économique jointe à la perturbation des activités au niveau de certains organismes de perception a miné les efforts de collecte des recettes fiscales du trimestre précédent. Ainsi, les taxes et impôts perçus par l'État

haïtien ont chuté de 12,43 %, passant de 30 494 millions de gourdes à 26 702,25 millions de gourdes au cours du troisième trimestre 2021-2022. Cette évolution des recettes fiscales au cours du trimestre sous étude a reflété celles perçues au niveau interne, les recettes douanières ayant crû de 9,21 % après 6,47 % antérieurement», peut-on lire dans cette note de politique monétaire qui souligne que «les dépenses publiques, quant à elles, ont crû de 52,29 % pour s'établir à 47 870,03 millions de gourdes»



«Quoiqu'en hausse de 15,72 % par rapport à la même période de l'exercice passé, les recettes cumulées d'octobre 2021 à juin 2022 n'ont représenté que 39 % des ressources totales de l'État établies à 213 981,47 millions de gourdes. Au niveau des autres ressources utilisées par l'État, sont prises en compte les émissions de billets de trésorerie dont le total a atteint 113 942,8 millions de gourdes à la fin du trimestre sous étude. Parallèlement, les décaissements effectués sur les neuf premiers mois de l'exercice ont totalisé 248 234,7 millions de gourdes, dont 124 424,6 millions de gourdes de dépenses budgétaires.

Un citoyen traverse les rues
Crédit photo: Stanley LOUIS

La rentrée des classes à l'impasse de l'inflation galopante

L'inflation en Haïti ne cesse de grimper. Si les causes sont multiples, les secteurs qui sont touchés par la hausse des prix le sont encore plus, c'est le cas du secteur éducatif qui subit l'impact de l'accroissement du coût de la vie.

Le soleil pèse si fort sur les rues de Port-au-Prince – la capitale d'Haïti – que le bitume renvoie illico la chaleur reçue de l'astre du jour. Ce vendredi 16 septembre 2022, mi-journée, il est quasiment impossible de parcourir 500 mètres sans traverser une barricade, il y en a dont tu dois payer pour les franchir, surtout si vous êtes à bord d'une motocyclette.

On est en plein «peyi lòk». Moins d'une dizaine de marchands de fournitures scolaires s'installent sous une galerie d'un gros bâtiment sis au Boulevard Jean Jacques Dessalines, plus connu sous l'appellation de «Grand Rue», qui logeait jadis une grande maison d'édition qui publie une bonne partie des ouvrages d'enseignement des classes fondamentales en Haïti. C'est là que nous avons rencontré Jimmy Bazile qui vend des livres scolaires depuis tantôt quatre ans, les uns photocopiés, les autres des originaux. Selon Jimmy, qui essaie de comparer les années passées dans le business à celle-ci, le commerce de fournitures classiques a connu des jours meilleurs dans le temps. «Je suis rentré [dans ce commerce] en 2018. Entre 2018 et maintenant, ce n'est pas la même chose. À quelques semaines de l'ouverture des classes, il n'y a pas vraiment d'activité, alors qu'il y aurait beaucoup d'acheteurs ici les années avant », déplore le jeune homme dans la vingtaine. Toutefois, il n'a pas nié l'effet du «peyi lòk» – [barricader les principaux axes et les voies routières pour protester contre la montée du prix de l'essence et réclamer le départ du Premier ministre Ariel Henry] – sur ses activités économiques. Cependant, avance-t-il, « les années avant étaient mieux ». Jimmy nous indique des livres dont leurs prix ont augmenté de 50% ou plus en seulement quatre (4) années. «Le coût exorbitant des matériels scolaires est la raison principale qui me



Des écoliers haïtiens au temps où l'année scolaire n'était pas "lock"

Crédit photo: Woo-Jerry Mathurin

pousse à vendre de plus en plus de livres photocopiés», justifie Jimmy soulignant que les parents recherchent de plus en plus des ouvrages «bon marché».

Marie-Lourdes Bazile vend des cahiers, des plumes et des stylos-feutres sur un tréteau qui se trouve à côté de celui de Jimmy, son neveu qui a intégré le négoce grâce à elle et son frère, le père de Jimmy. Cette dame au teint foncé a passé trois (3) ans à vendre ces produits après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, elle a repris le commerce en 2019. Dans une tentative d'évaluation des prix, Marie-Lourdes nous confie que le cahier le moins cher est passé de 350 gourdes en 2019 à 450 et 500 gourdes cette année, soit une augmentation de 28,57%. «La semaine dernière n'était pas bien, mais elle n'était pas mal non plus. Je n'ai rien vendu depuis ce matin», se plaint la dame, l'air abattu. Marie-Lourdes est mère de plusieurs enfants dont deux (2) d'entre eux sont encore à l'école, [école privée]. «Je ne vois pas encore la rentrée pour mes enfants», se lamente-t-elle d'une voix à peine inaudible.

Si ces deux-là se plaignent du ralentissement de leurs activités, Fravien, un marchand de livres reproduits et originaux critique la décision des dirigeants d'augmenter les prix du carburant qui,

d'après lui, font augmenter le coût de la vie. «Une seule chose que je voudrais dire à ces messieurs [les dirigeants haïtiens], le peuple ne leur a rien fait pour qu'ils le maltraitent ainsi», crie-t-il. «L'année dernière, si tu paies un livre à 500 gourdes, cette année tu le paies à 1000 gourdes», explose celui qui vit, selon ses dires, sans rien attendre de l'État. La hausse des prix n'est pas son seul problème. «Mon plus grand problème est le désordre qui règne dans le secteur du transport public.» «Quand le prix du carburant augmente, les chauffeurs élèvent le coût de la course et ne respectent pas l'itinéraire officiel. L'État doit fixer les prix et désigner les stations», recommande-t-il. Fravien qui est également père de plusieurs enfants n'entrevoit pas encore la rentrée des classes. «Pour nous, il n'y a pas de rentrée des classes», se désole Fravien.

Alors que le pays traverse une crise socio-économique et politique sans précédent, le ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a reporté la rentrée des classes de l'année académique 2022/2023 qui était prévue pour le 05 septembre au 04 octobre. Si la circulaire, datée de 2... août 2022, qui annonce cette décision n'a pas mentionné les raisons du report, il faut noter que cette nouvelle date a été désignée après plusieurs manifestations organisées contre la cherté de la vie dans diverses régions du pays durant le mois d'août.

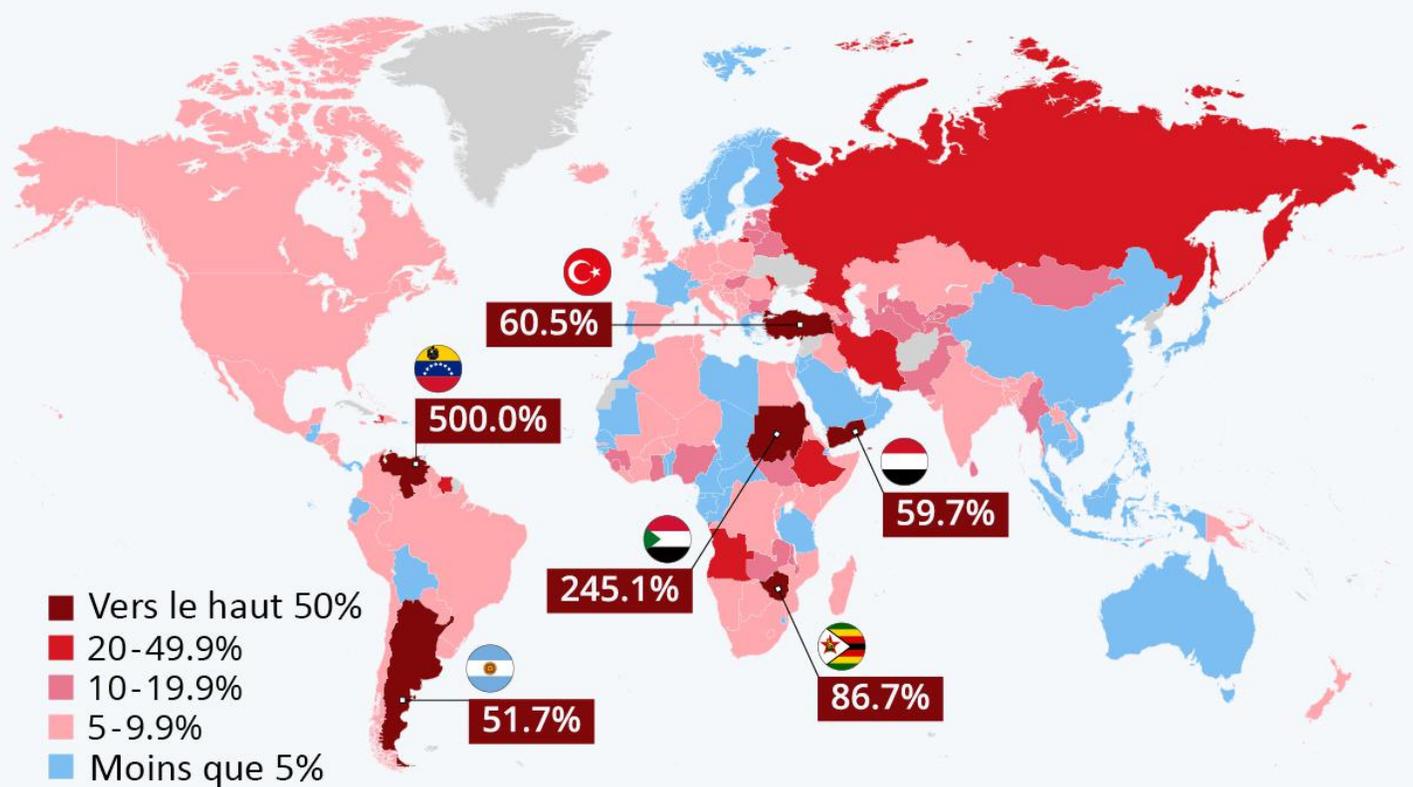
L'augmentation du coût de la vie se fait sentir à mesure que les jours passent, le dernier bulletin de

l'Institut haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) n'est pas d'avis contraire. Selon le bulletin, l'inflation «a accusé une forte variation mensuelle de 3.2 % et une hausse annualisée de 30.5 %» au cours du mois de juillet 2022 ; l'enseignement a crû de 7,9% sur un an. Selon l'économiste Thomas Lalime, une bonne analyse économique doit tenir compte de l'augmentation du prix du carburant, car «la hausse du prix de l'essence augmente le coût du transport». En effet, d'après l'IHSI, le transport accuse une hausse de 1,9% sur un mois et 34,3% sur un an. Tenant compte de l'élévation des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisés, le docteur en économie juge que l'alimentation est un facteur non négligeable pour évaluer l'impact de l'inflation sur le secteur éducatif. À noter que les produits alimentaires et boissons non alcoolisés ont crû de 3.9 % et 32.7 % sur un mois et une année respectivement. L'année 2021, pour le mois de juillet, l'inflation annuelle était de 12,3%, il connaît une baisse qui la ramène à 10,9% au mois d'août après la mort de Jovenel Moïse pour remonter à 13,1% durant le mois de septembre. Pour amortir l'impact de l'inflation sur le secteur éducatif, le professeur Lalime propose comme solution un nombre suffisant d'écoles publiques – de qualité et en quantité – et des autobus qui transportent les écoliers et écolières.

Woo-Jerry Mathurin



Inflation: coup d'œil sur le monde...



Les perspectives d'inflation mondiale

Source: Statista

L'inflation constitue l'un des principaux problèmes auxquels sont confrontés les décideurs politiques du monde entier en 2022. En fait, selon l'Institut Publique de Sondage d'Opinion Secteur, 40% des décideurs politiques mondiaux disent que l'inflation est le plus grand problème affectant leur pays en septembre 2022, soit le double du niveau d'inquiétude du début de l'année. Les causes de l'accélération de l'inflation au second semestre 2022 sont probablement la reprise mondiale après le coronavirus et la guerre en Ukraine.

L'inflation dans la zone Euro atteint un niveau record

Le 16 septembre, Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne (UE), a annoncé que l'inflation dans la zone euro avait atteint un nouveau record en août, à 9,1 %. Cette hausse est due à l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie et devrait atteindre les deux chiffres. La hausse des prix

à la consommation dans les 19 pays utilisant l'euro a augmenté de 0,6 % au cours du mois. Elle a également augmenté de 9,1% sur l'année - le taux le plus élevé depuis la création de l'euro en 1999.

Selon Eurostat, 3,95 points de pourcentage de la variation en glissement annuel proviennent de l'augmentation du prix de l'énergie, dont les coûts ont bondi en raison de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, et 2,25 points de pourcentage de l'alimentation, de l'alcool et du tabac. Mais même en excluant l'énergie volatile et les denrées alimentaires non transformées - ce que la Banque centrale européenne appelle l'inflation de base - les prix étaient encore supérieurs de 5,5 % à ceux de l'année précédente, contre 5,1 % en juillet.

La FED relève à nouveau ses taux d'intérêt

La Réserve fédérale américaine (FED) a une nouvelle fois relevé ses taux d'intérêt, avec une augmentation

de 0,75 point de pourcentage – la troisième hausse consécutive. Le président de la Fed, Jerome Powell, a déclaré que lui et ses collègues décideurs allaient "poursuivre" leur combat pour faire baisser l'inflation et n'a pas hésité à parler de la "douleur" à venir. Il a cité la hausse du chômage et a indiqué que le marché du logement avait probablement besoin d'une "correction".

Dans une série de nouvelles projections, la Fed prévoit que son taux directeur augmentera à un rythme plus rapide et à un niveau plus élevé que prévu. Elle prévoit également un ralentissement de l'économie et une augmentation du chômage à un niveau historiquement associé aux récessions.

L'inflation en Amérique latine et dans les Caraïbes (ALC)

L'inflation en Amérique latine croît à son rythme le plus rapide depuis plus de 20 ans. Déjà en 2021, l'inflation avait doublé pour atteindre 6,6 % - un niveau comparable à celui de la crise financière de 2008. En 2022, les projections d'inflation sont encore plus élevées et devraient se situer entre 8 et 10 %.

Selon Bloomberg, les pays de la région peuvent être classés en 3 groupes:

- 1) Dans un 1er groupe, nous avons des pays pour lesquels le taux d'inflation est complètement hors norme.
 - Là, nous rencontrons le Venezuela qui a connu une inflation à trois chiffres, 117% en août;
 - Nous avons également l'Argentine et le Suriname – qui ont été récemment exposés à des procédures de restructuration de la dette souveraine. Dans ces pays, l'inflation se situe entre 50 et 70 %;
 - Et puis, nous trouvons aussi Haïti et Cuba où l'augmentation des prix est d'environ 25% due dans le cas de Cuba à des pénuries liées aux sanctions internationales et due, dans le cas d'Haïti, à une crise économique et institutionnelle qui dure maintenant depuis
- 2) Dans un 2ème groupe nous trouvons les principales économies de la région avec une inflation entre 8 et 14%.

- Tout d'abord, nous avons des économies avec des niveaux d'inflation comparables à ceux de la zone Euro et des États-Unis autour de 8-9% où nous rencontrons le Mexique, le Guatemala, le Pérou, l'Uruguay et dernièrement, le Brésil, qui a réussi à faire baisser son taux d'inflation en réduisant les taxes sur certains produits.
 - A des niveaux légèrement plus élevés, dans une fourchette de 10 à 14%, nous trouvons dans cet ordre la Colombie, le Nicaragua, le Costa Rica, et le Chili.
- 3) Enfin, nous avons un 3ème groupe de pays qui présentent des niveaux d'inflation plus faibles, très souvent inférieurs à 5%.
- Nous trouvons ici des économies officiellement dollarisées comme l'Equateur et le Panama, mais aussi des pays comme la Bolivie qui a déployé d'importantes subventions et mis en place un contrôle des prix non négligeable.

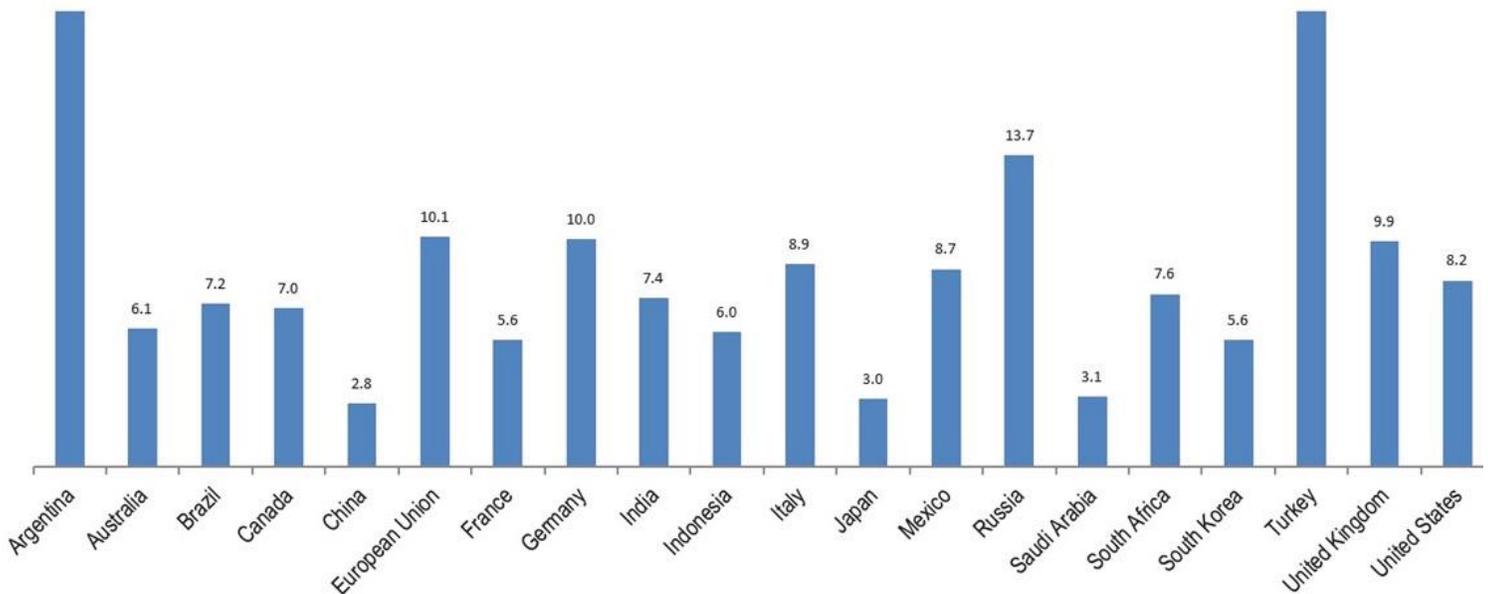
La situation de l'inflation en Asie

En Asie, selon les Perspectives du développement asiatique (PDA), les prévisions d'inflation régionale sont portées de 3,7 % à 4,5 % pour 2022 et de 3,1 % à 4,0 % pour 2023, en raison de la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. Malgré ces révisions à la hausse, les pressions inflationnistes en Asie en développement devraient rester moins fortes qu'ailleurs dans le monde.

L'inflation en Afrique

Selon la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), il y a eu une augmentation du niveau général des prix de 7,0% au deuxième trimestre 2022 après 6,4% au premier trimestre 2022. En juillet 2022, le taux d'inflation a atteint 8,1%. L'inflation demeurerait encore à un niveau élevé, mais devrait se détendre à partir du dernier trimestre, avec l'arrivée des premières récoltes de la campagne vivrière 2022/2023 qui s'annonce meilleure que la précédente.

L'inflation dans le monde pays par pays



Taux d'inflation du G20 en 2022 (14 Octobre 2022)

Photo crédit: xpatulator.com

États-Unis: 5e hausse des taux directeurs

La Réserve fédérale américaine a annoncé récemment une nouvelle augmentation de son principal taux directeur de 75 points de base, qui s'élève désormais dans une fourchette de 3 à 3.25%. Il s'agit de la cinquième hausse des taux de l'année. En augmentant les taux, la Fed veut enrayer l'inflation qui, bien qu'elle ait ralenti en août grâce à la baisse des prix de l'essence, est restée à 8.3% sur un an, un niveau plus élevé que prévu.

Royaume-Uni: le spectre de la contraction économique

La Banque d'Angleterre annonce une augmentation de 0.50 point de pourcentage de son taux directeur qui grimpe ainsi à 2.25%. L'objectif étant de faire baisser l'inflation qui connaît un pic à 9.9% sur un an en août, plombant l'économie britannique en passe de se contracter de 0.1% entre juillet et septembre.

Jamaïque: l'envol de l'inflation...

L'Institut statistique de la Jamaïque a indiqué que l'inflation a augmenté de 0.9% de juillet à août et de 10.2% par rapport à la même période en 2022. Les prix des repas au restaurant et de l'hébergement ont augmenté de 0.4 % en août et ont bondi de 19.3 % au cours de la dernière année. Notons l'augmentation rapide de 15% du coût de transport et de 10.3% du coût de l'ameublement, entre autres.

Turquie : inflation vertigineuse

La Banque centrale turque a abaissé son principal taux directeur pour le deuxième mois consécutif, de 13% à 12%. En août dernier, il était déjà passé de 14% à 13%. Le président turc, Recep Tayyip Erdogan avait d'ailleurs appelé, en juin, à de nouvelles baisses des taux d'intérêt, après plusieurs mois de stabilité. Pourtant, le pays connaît une inflation vertigineuse. Elle atteignait 80,2% sur un an en août, selon les

chiffres officiels, au plus haut depuis 1998. Mais selon le groupe de recherche sur l'inflation (Enag), composé d'économistes turcs indépendants, elle serait bien plus haute. Ils l'estimaient en juin à 175,5% sur un an, soit plus de deux fois le taux communiqué par l'Office national des statistiques (Tüik).

Japon : statu quo malgré la forte inflation

Les statistiques publiques japonaises font état d'une hausse annuelle des prix de 2,8% en août. Si on ignore l'année 2014, où une réforme de la TVA avait gonflé artificiellement les prix, il s'agit de l'inflation la plus forte depuis 1991 dans l'archipel. Consciente qu'il s'agit d'un choc extérieur dû à la crise énergétique et alimentaire mondiale, la BoJ ne compte pas infléchir sa politique monétaire pour l'instant. A 2,8% sur un an, le chiffre d'août se situe légèrement au-dessus des attentes des économistes de l'agence Bloomberg qui tablaient sur 2,7%. Dans ce contexte d'inflation provoquée par des difficultés d'offre, la BoJ (Bank of Japan) n'a pas encore durci sa politique monétaire contrairement aux banquiers centraux occidentaux, confrontés à des niveaux d'inflation autrement plus violents qui frôlent parfois les 10% comme au Royaume-Uni. La BoJ continue de maintenir ses taux autour de zéro. En conséquence, le yen chute depuis plusieurs mois, notamment par rapport au dollar, ce qui pénalise les consommateurs et les entreprises dont les coûts d'approvisionnement depuis l'étranger augmentent.

Norvège: gare au ralentissement de la consommation !

la Banque centrale de Norvège a relevé en août dernier et pour la cinquième fois - en moins d'un an - son taux directeur. Et de ne pas exclure un sixième relèvement en septembre si nécessaire pour juguler une inflation qui a atteint 6,8% sur un an en juillet. Soucieux de maintenir le pouvoir d'achat de ses sujets, le royaume de Norvège cherche, comme en 2018, année d'investissements pétroliers, à créer une trajectoire stable. Le fonds souverain norvégien investit les produits de l'industrie pétrolière norvégienne en actions et obligations étrangères. Concrètement, l'État vise à ne pas dépenser plus de 3% de sa valeur au cours d'une année normale.

Mais dans un contexte de forte inflation, l'exécutif norvégien s'attend à ce la consommation ralentisse

Allemagne: des prévisions de plus en plus pessimistes

Les chiffres définitifs de l'inflation allemande confirment une hausse des prix en août, à 7,9% sur un an, après deux mois de ralentissement. Une augmentation due particulièrement à la flambée des prix de l'énergie, sur fond de guerre en Ukraine. Pour soutenir les ménages, le gouvernement a débloqué un troisième volet de mesures d'aides totalisant 65 milliards d'euros. Les prévisions pour les mois à venir restent néanmoins pessimistes, avec l'ombre d'une inflation dépassant les 10% dès la fin de l'année.

Chine: avec modération...

A l'inverse de nombreux autres pays, notamment en Europe et aux Etats-Unis, les prix en Chine restent modérés. En août, l'inflation est restée relativement stable, selon des données officielles publiées vendredi, et ce grâce à un tassement des prix de l'alimentaire, malgré une canicule qui a frappé le pays cet été et une reprise de l'épidémie de Covid-19. Ainsi, le mois dernier, l'indice des prix à la consommation (CPI) s'est inscrit en hausse de 2,5% sur un an, contre 2,7% le mois précédent, a annoncé le Bureau national des statistiques (BNS). C'est moins qu'attendu, des analystes interrogés par l'agence Bloomberg s'attendaient au contraire à une accélération de la hausse (+2,8%). Le BNS explique cette tendance par la baisse des prix des matières premières sur les marchés internationaux, notamment le pétrole brut et les métaux non ferreux, ainsi que par la faible demande dans certaines industries en Chine. Ce ralentissement de l'indice des prix à la consommation s'explique aussi par une nouvelle baisse des prix des carburants en août.

France: inflation record

L'inflation a atteint 5,9% sur un an en France au mois d'août, a indiqué l'Insee, révisant en hausse de 0,1 point sa première estimation publiée à la fin du mois d'août, qui était de 5,8%. L'évolution de l'indice harmonisé, qui sert de base de comparaison au niveau européen, a également été corrigée par l'Insee (+0,1 point par rapport à la première estimation, pour atteindre 6,6% sur un an en août). Malgré cette révision, le repli de l'inflation en août par

rapport à juillet (6,1% sur un an) se confirme. Cette décélération suit celle des prix de l'énergie, qui restent néanmoins en hausse (+22,7% sur un an en août après +28,5% en juillet) notamment ceux des produits pétroliers (+28,7% après +39%).

Canada : tendance à la hausse

Après avoir atteint un sommet inégalé en 40 ans plus tôt cet été, l'inflation a finalement ralenti en août, au Canada, en s'établissant à 7 %. Même s'il s'agit d'un signe encourageant, il ne faut toutefois pas s'attendre à voir les prix redescendre. En effet, les scénarios les plus optimistes prévoient que les prix continueront de monter même si l'inflation poursuit sa décélération. Dans le meilleur des cas, des taux d'intérêt plus élevés et une économie plus lente ramèneront l'inflation à un rythme plus modéré.

République dominicaine à contre courant

La Banque centrale de la République dominicaine (BCRD) a indiqué que la variation de l'indice des prix à la consommation (IPC) en août était de 0,21% par rapport à juillet 2022, l'inflation mensuelle la plus faible des 27 derniers mois. Selon l'entité, cela correspond à l'inflation cumulée de janvier à août 2022 de 5,70 %, tandis que l'inflation en glissement annuel, mesurée d'août 2021 à août 2022, a diminué de 0,84 % par rapport au pic de 9,64 % du mois d'avril dernier, le plaçant à 8,80 % en août.

Espagne: se nourrir, une gageure...

Les prix des aliments ont augmenté de 13,8 % en un an en Espagne, selon l'Institut national des statistiques. Les aliments et les boissons non alcoolisées sont devenus 13,8 % plus chers en août par rapport au même mois en 2021, le taux le plus élevé depuis janvier 1994, et 0,5 % par rapport à juillet 2022, avec des augmentations exceptionnelles du lait, du fromage et des œufs, viande, pain et céréales.

Chili : l'espoir d'un lendemain meilleur

Le Chili fait face à sa pire inflation depuis 30 ans, avec une hausse en glissement annuel de 14,1 % en août, le mois, en tout cas, où le pic aurait été atteint.

Bien que le marché s'attende à ce que l'indice des prix à la consommation (IPC) continue d'afficher des hausses importantes en septembre et en octobre, en novembre, les chiffres afficheraient une plus grande modération. Selon l'enquête post-réunion de politique monétaire (RPM) auprès des opérateurs financiers (EOF) de septembre publiée aujourd'hui, l'inflation mensuelle en septembre serait de 1% et de 0,9% en octobre. En novembre, pendant ce temps, le chiffre tomberait à 0,5%. L'enquête a également montré que le marché est un peu plus optimiste quant aux données d'inflation à moyen terme. Dans les 12 mois à venir, l'inflation pourrait s'établir à 6,3 % (contre les 7,9 % prévus dans l'enquête précédente), et dans les 12 prochains mois, elle serait de 5 % (contre les 5,25 % estimés dans l'enquête précédente).

Argentine: inflation et pauvreté ne font pas bon ménage

En août, le taux de variation annuel de l'indice des prix à la consommation (IPC) en Argentine était de 78,5 %, et plusieurs analystes et institutions financières prévoient qu'il terminera l'année à 100 % et y restera à ce niveau en 2023. Des chiffres jamais vus depuis l'époque de l'hyperinflation, qui a atteint son apogée entre 1989 et 1990 lorsqu'elle a dépassé 3 000 %. De plus, le problème s'aggrave lorsque 37,2% de la population argentine, soit 17,4 millions de personnes, vit en dessous du seuil de pauvreté.

Banque mondiale : S.O.S stagflation en vue...

La Banque mondiale redoute une «stagflation généralisée» de l'économie mondiale, à cause des différentes mesures prises pour contenir l'inflation, et revoit ainsi à la baisse ses prévisions de croissance pour l'ensemble des pays. «Nous avons globalement revu à la baisse les prévisions de croissance de l'ensemble des pays, à l'exception des pays exportateurs de matières premières. Et nous avons baissé d'un tiers nos prévisions pour l'économie mondiale», a indiqué le chef économiste de l'organisation, Indermit Gill, lors d'une conférence de presse.

L'inflation ou l'annonce d'une crise plus profonde au niveau mondial, sauf si...

L'Les Banques centrales du monde entier mènent depuis tantôt trois trimestres une lutte acharnée contre l'inflation qui s'est installée dans l'économie mondiale sans indication d'un quelconque revirement imminent de la situation. S'il s'avère important de combattre l'inflation, on peut toutefois se demander si la voie empruntée à cette fin par les autorités monétaires du monde est la bonne, ou pire encore, si elle ne va pas conduire l'économie mondiale vers un bien plus sinistre dénouement, à savoir une récession économique généralisée.

Quelques faits importants

Au niveau de la zone Euro, la Banque centrale européenne (BCE) a relevé ses trois taux directeurs de 75 points de base le 8 septembre 2022, ce qui constitue une première dans l'histoire de l'euro.

Moins de deux semaines plus tard, la Réserve Fédérale (Fed) procéda, ce 21 septembre 2022, à une troisième hausse de suite du taux directeur, mais pour cette fois-ci, il s'agit de la plus forte hausse de son taux directeur depuis 1994, soit une augmentation également de trois quarts de point de pourcentage. Si cette décision est en elle-même assez indicative, deux communications additionnelles provenant du Président de l'institution ont encore davantage de poids dans la balance aux yeux du public. Primo, M. Powell a indiqué qu'il y aura d'autres hausses en 2022 pour continuer à combattre l'inflation, et deuzio, il a laissé entendre que la croissance anticipée pour 2022 sera quasi nulle, alors que les prévisions de juin tablaient sur une croissance de 1,7%.

Le fait que ce soit la troisième hausse d'affilée et qu'elle soit aussi élevée peut envoyer le signal que ces mesures de la Fed ne seraient pas de taille contre l'inflation. Si l'on considère que la Fed a informé qu'il y aura d'autres hausses en 2022, cela pourrait corroborer la première thèse et aussi confirmer que cette inflation va encore durer. Quant à la prévision d'une croissance quasi nulle, elle annonce non seulement aux américains mais au monde entier



Cleeford Pavilus

M.sc en Économie Agricole

que la première économie mondiale risque de rentrer en récession. A ce trio magique, on peut ajouter la hausse du taux d'intérêt des prêts immobiliers qui vient de dépasser 6%. Il fallait s'y attendre. Et dire que l'histoire nous a tellement appris sur les répercussions potentiellement néfastes d'un krach au niveau du secteur immobilier américain sur le système financier mondial.

Ce quatuor magique a le don de tout faire chambouler. Pourquoi?

Pour commencer, il faut reconnaître que cette inflation est plutôt du côté de l'offre. Il ne s'agit pas d'un résultat découlant d'un boom économique où la demande aurait explosé. Cette inflation a une tout autre origine. Tout a commencé avec les politiques de planche à billets appliquées par bon nombre de pays développés pour faire face aux effets désastreux de la pandémie. La crise s'est un peu plus tard aggravée avec la disruption des chaînes d'approvisionnement au niveau du commerce international constatée d'une part durant la pandémie et exacerbée par la guerre en Ukraine. A côté de cette guerre, il faut également mentionner les effets négatifs du changement climatique sur la production agricole mondiale, notamment celle des céréales dont l'indice de prix FAO a cru de 11,4% en août 2022 en glissement annuel. Par conséquent, on se demande

pourquoi cet acharnement des banques centrales à réduire la demande en rendant plus cher l'accès au crédit.

La hausse des taux directeurs serait tout juste une réponse théorique et conventionnelle des banquiers centraux face à l'inflation. Qui pis est, cette réponse théorique est aussi un arbitrage entre deux maux: le chômage et l'inflation, où le premier est préféré au second. Néanmoins, ce choix a des implications sur le reste de l'économie car il va influencer le comportement des agents économiques. Le signal clair du choix du chômage sur l'inflation est que l'on s'attend à un ralentissement des activités économiques, donc les investisseurs anticipent une baisse des profits des entreprises, donc de leurs dividendes. De plus, l'une des conséquences notables du relèvement du taux directeur est qu'il va augmenter le coût des crédits ainsi que celui des obligations. De ce fait, les investisseurs auraient tendance à vendre leurs actions dont la volatilité est jugée plus risquée pour se procurer des obligations (généralement moins risquées). Ce choix est d'autant plus logique considérant que des coûts additionnels viennent s'incorporer aux structures des coûts des entreprises qui les passeront aux consommateurs finaux dans une perspective de conserver leur marge de profit futur. Mais, cette pratique a bel et bien une limite. Les prix ne pourront pas atteindre un certain niveau, et cela sous-entend également un risque de contraction des dividendes à la fin de l'exercice pour les actionnaires, mais aussi un renforcement de la tendance inflationniste en perspective. Ce mouvement de capitaux représente donc un moyen de se protéger de la situation anticipée, mais peut tout aussi provoquer un krach boursier et empirer la situation déjà fragile.

Un autre secteur déjà mentionné plus haut est le secteur immobilier. En choisissant une augmentation du chômage au lieu d'une hausse de l'inflation, et en rendant le prêt immobilier plus cher, des ménages peuvent se retrouver dans l'incapacité de payer leur hypothèque, car nouvellement au chômage ou parce que le budget est devenu trop élevé. Ils vont donc se diriger vers les crédits qui sont déjà devenus chers (cartes de crédit par exemple) pour pouvoir supporter des dépenses essentielles. Un cercle vicieux se crée rendant les ménages plus pauvres sur le moyen et long terme.

Que faire pour renverser la tendance?

Il est clair que l'inflation entraîne des conséquences significatives sur le pouvoir d'achat des ménages, mais, il faut être prudent par rapport au contexte actuel. Si les encours de prêts immobiliers et automobiles ont significativement augmenté au cours de 2022 aux Etats-Unis, plus d'uns pourraient arguer que la politique de resserrement des autorités monétaires risque d'empirer une situation déjà précaire pour les ménages américains. Un système économique bâti sur le crédit comme celui de l'économie américaine est très sensible à l'incapacité des ménages à rembourser. Il s'agit d'un fait qui pourrait précipiter l'économie américaine vers la récession que redoute le monde. D'ailleurs, la dette totale des ménages américains a augmenté de 312 milliards de dollars entre avril et juin 2022, soit une hausse de 2% par rapport au trimestre précédent, et une hausse de 2000 milliards de dollars par rapport à la fin de 2019. Si les encours des prêts immobiliers au deuxième trimestre de cette année ont augmenté de 207 milliards de dollars en glissement trimestriel pour atteindre 11,59 billions de dollars, soit 945 milliards en seulement un an, les crédits automobiles ont quant à eux cru de 33 milliards de dollars par rapport à mars 2021 pour se statuer à 1.5 billion de dollars. Quant aux crédits à la consommation (cartes de crédit), la tendance se confirme, affichant une hausse de 46 milliards de dollars pour atteindre 890 milliards pour la même période. A côté de tout cela, s'enregistre une hausse des retards de paiement concernant les remboursements de carte de crédit et de prêts automobiles.

A la lumière de ces données, on comprend que si l'inflation que nous vivons aujourd'hui est dévastatrice, la politique appliquée pour la contrer peut se révéler plus dommageable, et provoquer une crise de la dette et financière bien pire que ce que nous n'avons jamais vécu. Mais on ne va jouer la carte de la fatalité.

Que faire pour s'en sortir ?

Tout a commencé par une mesure fiscale alors que nous étions en pleine pandémie. Des mesures politiques d'ordre fiscal avaient été prises pour

supporter des entreprises frôlant la faillite ainsi que des ménages dans le besoin. Ces mesures se sont matérialisées par une augmentation des débours publics, lesquels ont produit des dettes colossales publiques que la reprise économique de 2022 n'est pas encore en mesure de rembourser.

Les grandes économies capitalistes ont montré pouvoir être sociales quand il le faut. Eu égard à tout ce qui se passe actuellement, la situation s'y prête toujours. En fait, il incombe aux pays de poursuivre des programmes d'assistance sociale en s'appuyant sur une réforme fiscale qui le leur permettra:

1. Réduction de taxes pour les plus pauvres;

Cette mesure permettra de donner un pouvoir d'achat nominal supérieur à ce que les ménages les plus vulnérables ont aujourd'hui. Il ne s'agira pas d'une autre politique de planche à billets, mais d'une forme de redistribution des richesses aux plus pauvres le temps que la tempête se calme.

2. Augmentation des taxes pour les plus riches moyennant le renforcement de programmes d'incitations pour un engagement plus significatif des plus riches dans le social (qu'ils assument mieux leur responsabilité sociale);

Cette mesure viserait à inciter les plus riches à s'engager dans des causes philanthropiques pour une meilleure distribution de la richesse.

3. Augmentation des programmes sociaux dans les zones défavorisées

Les zones défavorisées sont pauvres parce qu'il existe peu d'activités génératrices de revenus pour les habitants qui y vivent. Des programmes sociaux sont donc nécessaires dans ces zones-là en vue de supporter les ménages afin de leur permettre d'avoir un surplus devant servir à garder les enfants à l'école.

Comme vous l'avez sans doute déduit, ces mesures fiscales insinuent bel et bien que nous devons accepter l'inflation qui s'est installée chez nous, car nous l'avons bien invitée (planche à billets lors de la pandémie) et qu'elle n'est pas près de partir.

Nous sommes en plein cyclone, tout ce dont on a à faire est de tenir bon en restant à couvert et en prenant des précautions afin de ne pas empirer la situation. Qui est mieux placé pour garder ses contribuables à couvert que le gouvernement lui-même ? Maintenant, fera-t-il le choix de forcer la main à ses plus grands contribuables ou de négliger ses contribuables les plus défavorisés au profit des nantis?

Nette hausse des taux de la Banque centrale européenne

Opérations principales de refinancement (en %)

Date	Taux
9 décembre 2015	0,05%
16 mars 2016	0,00%
18 septembre 2019	0,00%
27 juillet 2022	0,50%
14 septembre 2022	1,25%

Tableau: Vie-publique.fr / DILA • Source: Banque centrale européenne • Récupérer les données • Créé avec Datawrapper

L'inflation qui s'emballe met les banques centrales dans une situation difficile

Les risques à la hausse qui pèsent sur les perspectives d'inflation demeurent grands et un durcissement plus agressif pourrait être nécessaire si ces risques se concrétisent.



Photo crédit: fic-expertise.fr

Les banques centrales des grandes économies s'attendaient il y a encore quelques mois à pouvoir durcir leur politique monétaire très progressivement. L'inflation semblait être alimentée par un mélange inhabituel de chocs du côté de l'offre associés à la pandémie et à la récente invasion de l'Ukraine par la Russie, et il était attendu qu'elle recule rapidement une fois ces pressions allégées.

Désormais, avec une inflation qui atteint des niveaux sans précédent depuis des décennies et des pressions sur les prix qui s'étendent au logement et à d'autres services, les banques centrales reconnaissent qu'il est nécessaire d'agir plus rapidement pour empêcher un désancrage des anticipations d'inflation et pour éviter que leur crédibilité en pâtisse. Les décideurs devraient tirer les enseignements du passé et être déterminés à éviter des ajustements ultérieurs potentiellement plus pénibles et déstabilisants.

La Réserve fédérale, la Banque du Canada et la Banque d'Angleterre ont déjà fortement relevé les taux d'intérêt et ont indiqué s'attendre à poursuivre

avec des hausses plus conséquentes cette année. La Banque centrale européenne a récemment relevé les taux, pour la première fois en plus de dix ans.

Des taux réels plus élevés pour contribuer à faire reculer l'inflation

Les actions et les communications des banques centrales concernant la trajectoire vraisemblable de la politique ont donné lieu à une hausse considérable des taux d'intérêt réels (autrement dit, ajustés compte tenu de l'inflation) appliqués à la dette publique depuis le début de l'année.

Alors que les taux réels à court terme sont toujours négatifs, la courbe du taux réel à terme aux États-Unis — à savoir, la trajectoire des taux d'intérêt annuels réels entre un et 10 ans présumée en fonction des prix du marché — a augmenté sur l'ensemble de la courbe pour s'établir dans une fourchette comprise entre 0,5 % et 1 %.

Cette trajectoire concorde globalement avec une politique réelle « neutre » qui permet à la production de progresser conformément à son taux de

croissance potentiel. D'après le Summary of Economic Projections (résumé des projections économiques) publié mi-juin par la Fed, un taux réel neutre d'environ 0,5 % était escompté et les décideurs prévoient une croissance de la production de 1,7 % pour 2022 et 2023, ce qui est très proche des estimations de la croissance potentielle.

La courbe du taux réel à terme dans la zone euro, pour laquelle les obligations (bunds) allemandes servaient de référence, a également enregistré une hausse, même si elle reste clairement négative. Cela concorde avec le fait que les taux réels ne convergent que progressivement vers un taux neutre.

La hausse des taux d'intérêts réels sur les obligations d'État a donné lieu à une augmentation encore plus marquée du coût des emprunts pour les consommateurs et les entreprises et a contribué à une forte baisse des cours des actions dans le monde. Les banques centrales tout comme les marchés semblent penser d'un point de vue modal que ce durcissement des conditions financières sera suffisant pour ramener relativement rapidement l'inflation aux niveaux cibles.

À titre d'exemple à ce sujet, les mesures fondées sur le marché concernant les anticipations d'inflation prévoient un retour de l'inflation à environ 2 % d'ici deux ou trois ans, tant pour les États-Unis que pour l'Allemagne. D'après les prévisions des banques centrales, comme les dernières projections trimestrielles de la Fed, le taux d'augmentation des prix devrait connaître une modération similaire, ce que prévoient également les enquêtes auprès des économistes et des investisseurs.

Cela semble être une base de référence raisonnable pour plusieurs raisons :

- Les durcissements en cours des politiques monétaire et budgétaire devraient ralentir la demande d'énergie et de produits non énergétiques, en particulier dans les catégories sensibles aux taux d'intérêt comme les biens de consommation durables. Les prix des marchandises devraient donc augmenter moins vite, voire même baisser et les prix de l'énergie pourraient également reculer si le marché des matières premières ne subit pas de perturbations supplémentaires.

- Les pressions du côté de l'offre devraient s'atténuer à mesure que la pandémie s'estompe et que les confinements sont levés et, les perturbations de la production devraient devenir moins fréquentes.
- Une croissance économique plus lente devrait en fin de compte calmer l'inflation dans le secteur des services et limiter la croissance des salaires.

Les risques de forte inflation sont élevés

L'ampleur de la poussée inflationniste a toutefois été une surprise pour les banques centrales et les marchés, et une grande incertitude persiste concernant les perspectives en matière d'inflation. Il est possible que l'inflation recule plus rapidement que les banques centrales le prévoient, en particulier si les perturbations de la chaîne d'approvisionnement s'estompent et si le durcissement de la politique au niveau mondial donne lieu à un recul rapide des prix de l'énergie et des marchandises.

Même ainsi, les risques d'inflation apparaissent fortement orientés vers la hausse. Il existe un risque sérieux que l'inflation s'installe pour de bon et que les anticipations d'inflation perdent leur ancrage.

Les taux d'inflation concernant les services — quels qu'ils soient, allant des loyers aux services personnels — semblent monter encore, depuis des niveaux déjà élevés, et il est peu probable qu'ils baissent rapidement. Ces pressions pourraient être renforcées par une croissance rapide des salaires nominaux. Dans les pays disposant d'un marché du travail vigoureux, les salaires nominaux pourraient commencer à augmenter rapidement, plus vite que ce que les entreprises pourraient raisonnablement assumer, et l'augmentation connexe des coûts unitaires de main-d'œuvre serait répercutée sur les prix. De tels effets secondaires se traduiraient par une inflation plus persistante et une augmentation des anticipations d'inflation. Enfin, une recrudescence supplémentaire des tensions géopolitiques qui déclencherait une nouvelle augmentation des prix de l'énergie ou aggraverait les perturbations existantes pourrait également donner lieu à une plus longue période de forte inflation.

Bien que les indications de marché concernant les anticipations d'inflation « moyennes » évoquées

ci-dessus puissent sembler rassurantes, les marchés ont l'air de considérer qu'il est fort probable que l'inflation dépasse largement les niveaux cibles des banques centrales au cours des quelques prochaines années. En particulier, les marchés indiquent une forte probabilité que les taux d'inflation dépassent 3 % de manière durable ces prochaines années aux États-Unis, dans la zone euro et au Royaume-Uni.

Ces derniers mois, les consommateurs et les entreprises sont également devenus davantage préoccupés par les risques à la hausse qui pèsent sur l'inflation. Aux États Unis et en Allemagne, les enquêtes auprès des ménages montrent que la population s'attend à une forte inflation au cours de l'année prochaine et considère qu'il est relativement probable qu'elle dépasse largement les niveaux cibles au cours des cinq prochaines années.

Un durcissement plus vigoureux pourrait être nécessaire

Les coûts de la réduction de l'inflation pourraient s'avérer bien plus élevés si les risques à la hausse se concrétisent et si une forte inflation s'installe pour de bon. Dans un tel cas, les banques centrales devront se montrer plus déterminées et opérer un durcissement plus agressif pour calmer l'économie et il est probable que le chômage augmente massivement.

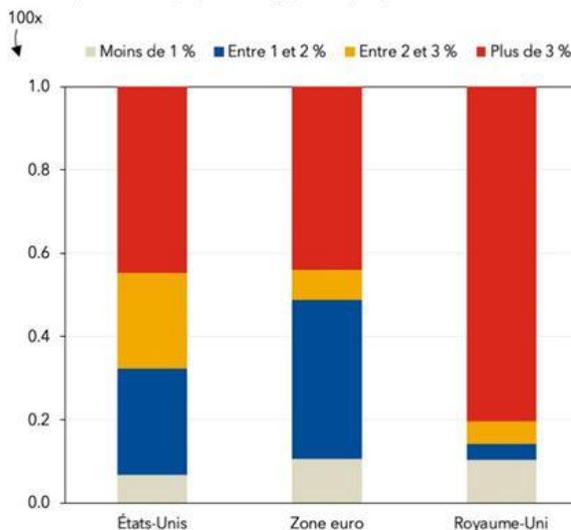
Alors que l'on constate déjà des signes de faibles liquidités, un resserrement plus rapide des taux pourrait donner lieu à une nouvelle chute brutale des prix des actifs risqués, affectant les actions et les crédits, ainsi que les actifs des pays émergents. Le resserrement des conditions financières pourrait bien être désordonné, mettant à l'épreuve la résilience du système financier et exerçant des pressions particulièrement fortes sur les pays émergents. L'adhésion de la population à une politique monétaire rigoureuse, qui est actuellement forte compte tenu de l'inflation qui atteint des niveaux sans précédent depuis plusieurs dizaines d'années, pourrait être mise à mal par la hausse des coûts économiques et du chômage.

Même ainsi, il est plus important que jamais de rétablir la stabilité des prix car il s'agit d'une condition nécessaire à une croissance économique durable. La forte inflation des années 60 et 70 nous a appris que si les pouvoirs publics agissent trop lentement pour la contrer, le durcissement ultérieur nécessaire pour ancrer à nouveau les anticipations d'inflation et rétablir la crédibilité est encore plus coûteux. Il sera important pour les banques centrales de garder cette expérience clairement à l'esprit à mesure qu'elles progresseront sur le chemin difficile qui les attend.

Tobias Adrian, Christopher Erceg, Fabio Natalucci
Source: FMI

Des anticipations croissantes

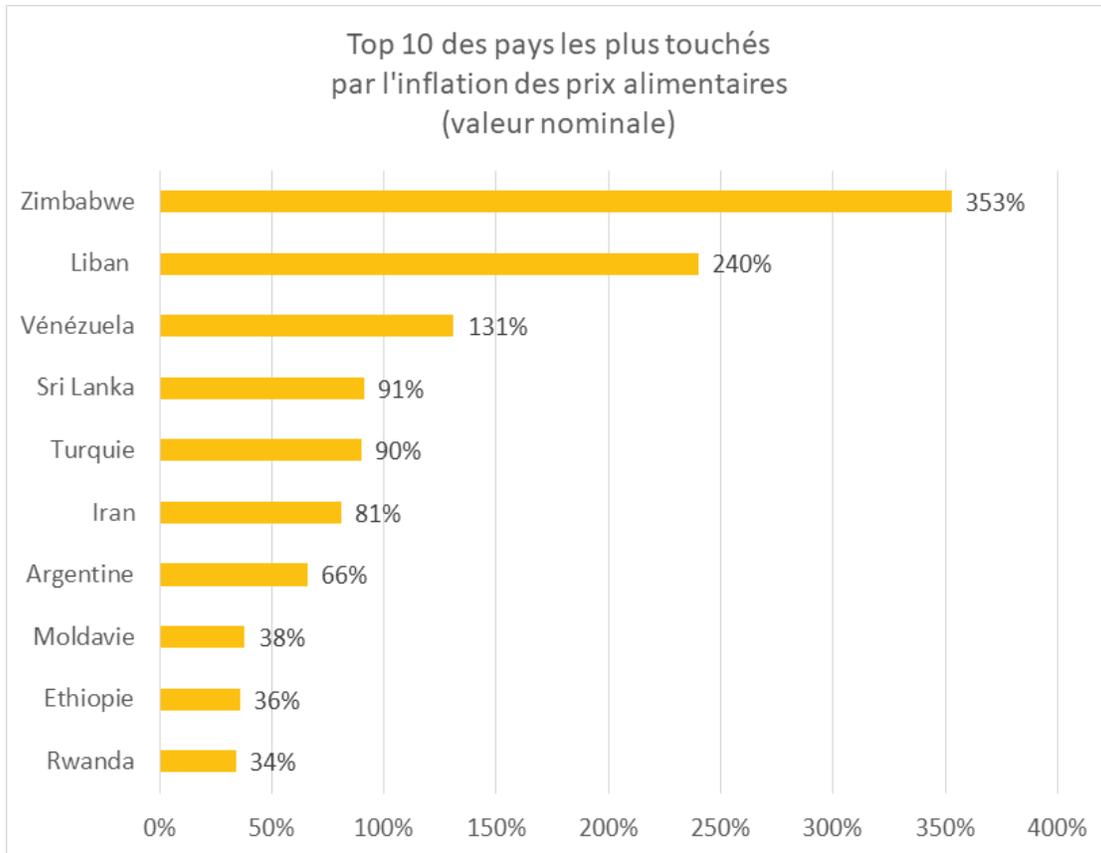
Les marchés considèrent qu'il est relativement probable que l'inflation soit élevée ces prochaines années.
Données les plus récentes, en pourcentage, sur cinq ans)



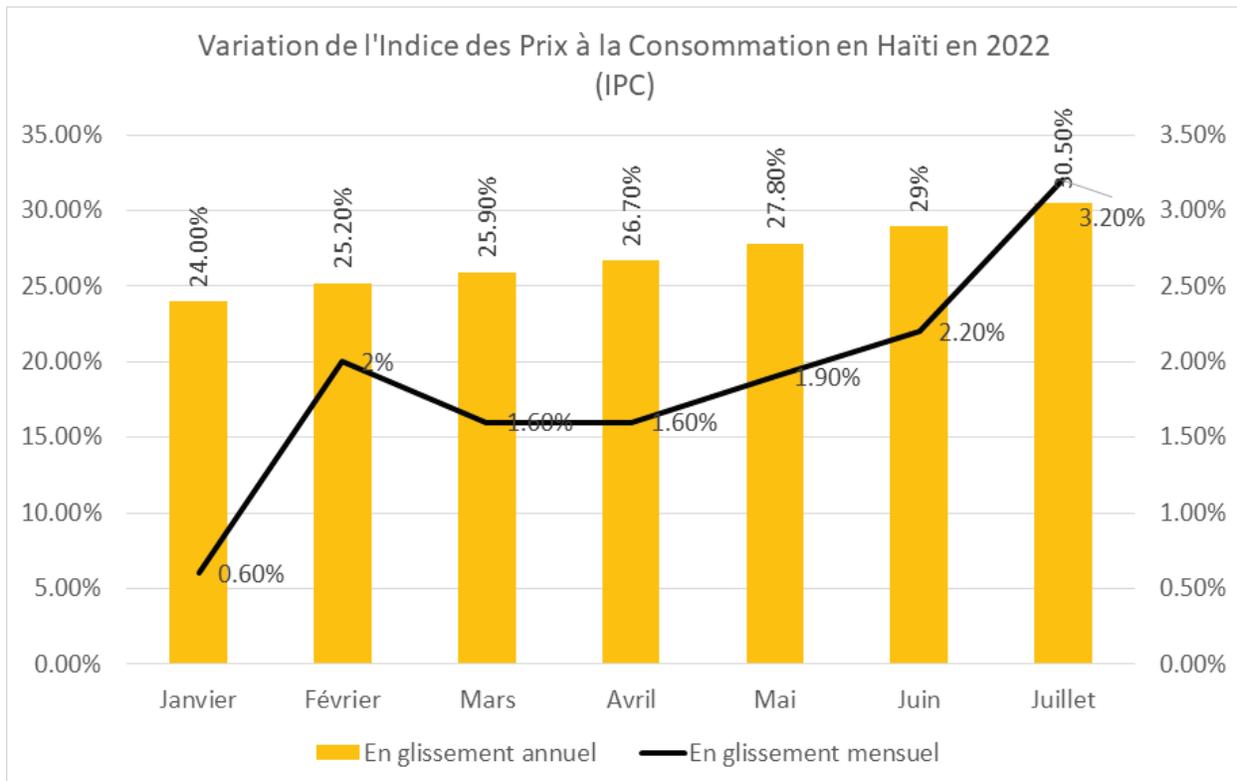
Source: calculs des services du FMI



Notes Infographiques



Source : Banque Mondiale, septembre 2022



Source: Banque de la République d'Haïti

Les prix de l'essence repartent à la hausse...

Le ministre des Affaires sociales et du travail, Odney Pierre Ricot, a annoncé sur les ondes d'une station de radio de la capitale haïtienne un ajustement à la hausse des prix de tous les produits pétroliers sur le marché national. Le gallon de la gazoline, partiellement subventionné à hauteur de 158 gourdes, passera de 250 à 570 gourdes. Le prix du diesel, qui n'est plus subventionné, passe de 353 à 670 gourdes. Le kérosène sera vendu à 665 gourdes contre 352 gourdes auparavant. Aucune date n'est encore fixée pour l'entrée en application de ces décisions.

3 milliards d'IDE pour la République Dominicaine

En 2021, la République dominicaine a capté 3,1 milliards de dollars américains d'investissements directs étrangers, un montant en hausse de 21,2% par rapport à 2020 et qui représente plus de 80% des flux étrangers entrant dans la Caraïbe. Pour les dix dernières années, le total des investissements directs étrangers reçus par le pays voisin avoisine près de 27 milliards de dollars américains.

Trinité-et-Tobago dit non au FMI

Trinité-et-Tobago ne participera à aucun programme de prêt avec le FMI, contrairement à la Barbade et la Jamaïque. «Nous prendrons nos propres décisions et appliquerons notre propre médecine afin d'avoir la flexibilité de le faire comme nous aimerions le faire et de ne pas avoir à subir les impositions du FMI », a déclaré le Premier ministre, le Dr Keith Rowley, lors d'une conférence de presse.

Surchauffe du crédit hypothécaire aux États-Unis

Les taux d'intérêt hypothécaires ont dépassé 6% cette semaine aux États-Unis, leur plus haut niveau depuis fin 2008 et plus du double de leur niveau il y a un an, dans un marché de plus en plus cher qui a fait chuter la demande de prêts immobiliers de 29% par rapport à l'année dernière. Le taux moyen d'un prêt hypothécaire à taux fixe de 30 ans est de 6,02 % actuellement, selon un rapport du cabinet Freddie Mac.

Le taux directeur canadien reçu 5 sur 5

La Banque du Canada augmente son taux directeur de 0,75 point de pourcentage, à 3,25 %. Il s'agit de la cinquième hausse de suite du taux directeur de la Banque, qui tente depuis des mois maintenant de ramener l'inflation annuelle dans une fourchette de 1 % à 3 %. Un seuil qui a été franchi en avril 2021. L'inflation s'est établie à 7,6 % en juillet, en léger recul par rapport aux 8,1 % de juin.

Menace pour le ciel caribéen

L'Association du transport aérien international a averti mercredi les destinations caribéennes qu'elles courent le risque de perdre le marché mondial des voyages et du tourisme en raison des taxes aériennes élevées appliquées, qui rendent les billets d'avion plus chers.

Envol du PIB panaméen

Le produit intérieur brut (PIB) du Panama a augmenté de 9,8% au deuxième trimestre 2022, par rapport à la même période en 2021, stimulé par les performances positives du commerce, de la construction, des transports et des communications.

La Maison Blanche à l'assaut du dollar numérique

L'administration de Joe Biden a annoncé qu'elle étudie les nombreux avantages et opportunités qu'offrent le dollar numérique lancé en mars par le gouvernement, tout en s'assurant du "développement responsable" de cette monnaie, afin de réduire ses risques. "Le développement responsable des actifs numériques est vital pour les intérêts américains", a en croire le principal conseiller économique de la Maison Blanche, Brian Deese, lors d'une conférence de presse téléphonique.

Dévastatrice Fiona...

Le système national de gestion des risques et désastres a levé l'alerte sur Haïti suite au passage de l'ouragan Fiona qui a provoqué 3 morts et d'énormes dégâts matériels dans les îles de la

Caraïbe. Plus de 800 000 personnes sont privées d'eau à Porto-Rico, selon le Centre national des ouragans (NHC). Le PNUD exprime en effet, son soutien aux pays après les séquelles de Fiona.

Dévastatrice Fiona...

Le système national de gestion des risques et désastres a levé l'alerte sur Haïti suite au passage de l'ouragan Fiona qui a provoqué 3 morts et d'énormes dégâts matériels dans les îles de la Caraïbe. Plus de 800 000 personnes sont privées d'eau à Porto-Rico, selon le Centre national des ouragans (NHC). Le PNUD exprime en effet, son soutien aux pays après les séquelles de Fiona.

Du financement pour les plus démunis

L'Association internationale de développement (IDA), le fonds de la Banque mondiale pour les pays les plus pauvres, via la mobilisation de US\$ 93 milliards, vient de lancer un nouveau cycle financier pour aider les pays les plus pauvres à affronter les multiples crises actuelles. Dans le cadre de ce cycle qui se déroule entre le 1er juillet 2022 et le 30 juin 2025, l'IDA donnera notamment la priorité aux investissements dans le capital humain, à la lutte contre la crise chronique engendrée par le changement climatique entre autres.

Riches comme Crésus...

La richesse mondiale a fortement augmenté en 2021 et la part de 1% des plus riches du monde a augmenté pour la deuxième année consécutive de 45.6% en 2021 contre 43.9% en 2019. Le club des millionnaires est passé à 62,5 millions de personnes dans le monde, notamment en Amérique du Nord et en Chine, grâce à l'évolution positive des marchés boursiers et aux mesures de soutien de l'économie mises en place par les banques centrales.

Crypto en laisse...

La Maison-Blanche vient de tracer pour la première fois, à travers la publication d'une série de rapports, une feuille de route visant à encadrer le marché des cryptomonnaies aux États-Unis. L'objectif est notamment d'ériger des règles pour limiter les risques de déstabilisation financière, mais aussi de lutter contre l'usage des cryptomonnaies par les cybercriminels et mettre en place un dollar numérique.

La Fed enclenche la 5e

La Réserve fédérale américaine a annoncé mercredi une nouvelle augmentation de son principal taux directeur de 75 points de base, qui s'élève désormais dans une fourchette de 3 à 3.25%. Il s'agit de la cinquième hausse des taux de l'année. En augmentant les taux, la Fed veut enrayer l'inflation qui, bien qu'elle ait ralenti en août grâce à la baisse des prix de l'essence, est restée à 8.3% sur un an, un niveau plus élevé que prévu.

S.O.S pour le pétrole

L'Association des professionnels du pétrole (APPE) invite l'État à rendre accessible le terminal de Varreux afin que toutes les stations-services puissent s'approvisionner en quantité suffisante avant de fixer les nouveaux prix, ce, pour éviter qu'elles ne soient prises d'assaut et/ou détruites, selon une correspondance du président de l'APPE, Randolph Rameau, au ministre de l'Économie et des Finances, Michel Patrick Boisvert, le 22 septembre 2022.

Aux étudiants-entrepreneurs...

L'Agence universitaire de la Francophonie dans la Caraïbe, en partenariat avec l'Ambassade de Suisse en Haïti, la Banque de la République d'Haïti, la FOKAL et la Fondation SOGEBANK, lance un appel à candidatures pour faciliter la création d'entreprises à fort impact social par des étudiants haïtiens inscrits dans une université membre de l'AUF en Haïti, tout en priorisant les projets d'entreprises qui seront implantés dans le Grand Sud du pays. Les candidats ont jusqu'au mardi 30 octobre 2022, à 23h59, heure d'Haïti, pour postuler, en remplissant le formulaire disponible sur le site de l'AUF.

Un forum pour mieux se loger

Le Groupe de la BID organisera les 29 et 30 septembre le Forum du logement 2022 en vue de redynamiser l'économie et le développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes. "La pénurie de logements dans la région représente une énorme opportunité de construire des logements verts, résistants aux catastrophes naturelles et offrant la meilleure valeur économique possible" à en croire le président de la BID, Mauricio Claver-Carone.

VW a le vent en poupe

Le géant allemand de la construction automobile Volkswagen vise US\$ 75 milliards pour la marque de luxe, Porsche, qui sera introduite en Bourse. VW a déclaré dans un communiqué qu'il fixerait le prix des actions privilégiées dans l'introduction en bourse de Porsche de € 76.50 à € 82.50 par action. Cette vente d'actions devrait être la deuxième plus grande offre publique initiale jamais réalisée en Allemagne. Notons que la Californie interdira les ventes de véhicules à essence d'ici 2035 et VW paiera 193 millions de livres sterling dans le règlement du "dieselgate".

Croissance en berne

L'économie mondiale croîtra de 2.2% en 2023, a indiqué l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui a abaissé de 0.6% ses précédentes prévisions de juin, à la suite de la hausse des taux d'intérêt pour juguler les effets de l'inflation et de la guerre Russo-Ukrainienne. « Une perte de dynamisme économique est visible au niveau mondial, mais surtout en Europe », a déclaré l'OCDE, qui maintient l'expansion mondiale à 3% en 2022.

Exit Claver-Carone !

L'économiste hondurienne Reina Irene Mejía Chacón est nommée présidente de la Banque interaméricaine de développement (BID) en remplacement de Mauricio Claver-Carone, accusé de comportement contraire à l'éthique. La décision a été prise par le Conseil des gouverneurs de la BID, à la suite de la recommandation unanime du Conseil d'administration qui a mis fin à l'exercice de la présidence de Mauricio Claver-Carone le 26 septembre 2022.

L'inflation gagne l'Europe

La présidente de la Banque centrale européenne (BCE), Christine Lagarde, a annoncé de nouvelles hausses des taux d'intérêt lors des prochaines réunions du conseil de l'entité en vue de contenir l'inflation. "A moyen terme, nous devons ramener l'inflation à 2% et nous ferons ce que nous devons faire" a déclaré la présidente de la BCE lors d'un événement à Francfort.

Le taux d'emprunt américain à son plus haut niveau

Le taux d'emprunt américain à dix ans est passé au-dessus de 4%, sur le marché de la dette, son plus haut niveau observé depuis 2008. Le rendement de l'obligation phare américaine se tend dans un contexte global de remontée des taux des banques centrales à travers le monde pour juguler une inflation au plus haut. Plusieurs responsables de la Réserve fédérale américaine se sont prononcés en faveur d'une poursuite de la hausse des taux directeurs, dont le président de la Fed de St. Louis, James Bullard.

Le sucre n'est pas à la fête

Selon l'Organisation internationale du sucre (ISO), le sucre fait face actuellement à un déficit mondial de 200 000 tonnes. En conséquence, le contrat sur le sucre blanc a atteint un sommet de US\$ 598.6, la tonne en juillet 2022 et le sucre brut a culminé à US\$ 20.42. Par ailleurs, le Brésil qui est reconnu comme le plus grand producteur de canne à sucre se concentre cette année sur la production d'éthanol à la place du sucre pour bénéficier de la hausse des prix de l'énergie.

La Barbade en mode pionnier

La Barbade est le premier pays à bénéficier du nouveau fonds du FMI pour le changement climatique via un prêt de 300 millions de dollars. Ce nouvel instrument créé par le FMI a pour vocation d'aider les pays pauvres ou vulnérables à s'adapter, notamment au changement climatique. "Le réchauffement de la planète augmente la faim dans le monde. Près d'un million de personnes risquent la mort pour cause de famine si aucune aide humanitaire n'est débloquée dans les prochains mois", avertit les Nations Unies.

Coup de pouce au commerce caribéen

La CARICOM a lancé lundi une nouvelle plateforme régionale pour faciliter le commerce intra-régional de biens et de produits agricoles. Les échanges se feront à travers une plateforme baptisée CIMSUPRO, à travers laquelle les entrepreneurs de la CARICOM peuvent proposer leurs produits, allant des matières premières aux produits finis.

Retrouvez toutes les éditions de
DevHaiti sur
www.ahjedd.org
www.papyrushaiti.com
www.grouppcroissancehaiti.com

Une production:



Le magazine DevHaïti est produit par le Group Croissance, l'Association Haïtienne des Journalistes Économiques pour le Développement Durable (AHJEDD) et Papyrus S.A.
Tous droits réservés.